



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 70-2024-04-16-00003
PORTANT MISE EN DEMEURE DE METTRE EN CONFORMITÉ UNE INSTALLATION CLASSÉE POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)
ABATTOIR DE LA MOTTE
SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE PUSEY**

Le Préfet de la Haute-Saône

VU le Code de l'environnement ;

VU le Code de justice administrative ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques n° 2210 et 3641 ;

Considérant l'arrêté préfectoral n° 2015-187 du 26 mai 2015 portant autorisation unique pour une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) – Société Abattoir de la Motte - rue du Bois Mourlot – 70000 PUSEY ;

Considérant l'arrêté d'autorisation de déversement (simple) des eaux usées autres que des eaux usées domestiques dans le système d'assainissement public signé par Monsieur CHRETIEN Alain le 11 décembre 2013 ;

Considérant le rapport de l'inspectrice de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 14 mars 2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant le courrier transmis à l'exploitant, en recommandé avec accusé de réception n° 1A 201 533 4981 8 le 18 mars 2024, faisant suite à l'inspection au titre des ICPE du 8 février 2024, l'informant que conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, un arrêté préfectoral de mise en demeure relatif aux manquements constatés est proposé à la signature de Monsieur le Préfet de la Haute-Saône ;

Considérant l'absence d'observation de la part de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

Considérant que l'activité d'abattage d'animaux d'une capacité maximale de 25 tonnes par jour est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2210-1 de la nomenclature des ICPE ;

Considérant qu'un établissement soumis à autorisation au titre de la rubrique 2210-1 doit respecter les prescriptions des arrêtés ministériels des 2 février 1998 et 30 avril 2004 susvisés ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 modifié impose :

- dans son article 7, que l'exploitant doit établir les consignes d'exploitation de l'installation. Elles doivent comporter explicitement les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Elles doivent être tenues à jour et sont portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par celui-ci. Ces consignes indiquent :
 - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents ;
 - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que l'ammoniac ou le sang collecté.

- dans son article 9, que les installations électriques doivent être réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.

L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.

Considérant que l'arrêté préfectoral n° 2015-187 du 26 mai 2015 susvisé impose, dans son article 9.2.2 que les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre sur les eaux résiduaires industrielles avant rejet dans le réseau de collecte des eaux usées de la commune de Pusey :

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant			
	Seuil en mg/l	flux journalier en kg/jour	périodicité de la mesure	Type de prélèvement
MEST	600	30	En fonction des préconisations de la convention de déversement, mais a minima une mesure mensuelle, le jour de la plus grosse production	En continu, proportionnel au débit sur 24 heures
DBO5	800	40		
DCO	2000	100		
Azote global (exprimé en N)	150	7,5		
Phosphore total (exprimé en P)	50	2,5		

Considérant que lors de l'inspection du 8 février 2024, l'inspectrice de l'environnement a constaté :

- l'absence de consigne d'exploitation ;
- l'absence de régularisation d'une partie des non-conformités relevées lors de la vérification électrique périodique annuelle, réalisé par la société « Socotec » du 16 au 20 janvier 2023. Certaines de ces anomalies ayant déjà été relevées lors de précédents contrôles, sans qu'aucune mesure corrective n'ait été mise en œuvre. Il s'agit, notamment, d'absence ou d'inadaptation de protection contre les surintensités ;
- le non-respect de la fréquence d'auto-surveillance des eaux résiduaires en sortie de station de pré-traitement, avant raccordement à la station d'épuration des eaux usées de la communauté de communes de l'agglomération de VESOUL ;

Considérant que, d'après l'article L.171-7 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an ;

Considérant que, d'après l'article L.171-8 du Code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Saône ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Abattoir de la Motte sise sur la commune de PUSEY représentée par Monsieur GIRARDIN Maxime, gérant, est mise en demeure de mettre en conformité ses installations vis-à-vis des prescriptions de l'ensemble des textes réglementaires, susmentionnés, applicables à cette activité comme énoncé dans les articles suivants et dans les délais fixés qui s'appliquent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : exploitation et surveillance des installations

L'exploitant doit établir des consignes d'exploitation et les porter à la connaissance du personnel, **dans un délai de 1 mois**. Ces dernières doivent être tenues à jour.

Article 3 : installations électriques

L'exploitant doit, **dans un délai de 3 mois**, lever l'ensemble des non-conformités présente sur le rapport de vérification électrique périodique établi par la société « Socotec » en date du 21 janvier 2023.

Article 4 : rejets indirects

L'exploitant doit, **immédiatement**, mettre en œuvre un programme de surveillance, des eaux résiduaires de ses installations, conforme aux prescriptions de l'article 9.2.2 (auto-surveillance des eaux résiduaires) de l'arrêté préfectoral n° 2015-187 du 26 mai 2015 susvisé.

Article 5 : Sanctions

S'il n'est pas déféré aux présentes prescriptions dans le délai imparti, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives prévues au II de l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Besançon dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, Monsieur le Maire de la commune de PUSEY, Monsieur le Directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Haute-Saône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui est notifié à Monsieur GIRARDIN Maxime, gérant de la Société Abattoir de la Motte.

Fait à Vesoul, le 16/04/2024

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,


Michel ROBQUIN